

Retraite: le retour à 60 ans pour qui?

Article paru dans FO Hebdo n°3035

Le gouvernement s'apprête à mettre en musique la retraite à 60 ans pour ceux qui ont commencé à travailler tôt. Pour FO, les salariés ayant connu des périodes de chômage ou les femmes s'étant arrêtées de travailler quelque temps pour élever leurs enfants ne doivent pas être exclus du dispositif.

La ministre des Affaires sociales et de la Santé, Marisol Touraine, qui venait de boucler une série d'entretiens avec les interlocuteurs sociaux, a déclaré le 31 mai que le contenu du décret sur la retraite à 60 ans pour ceux qui ont commencé à travailler tôt serait «annoncé avant les législatives». Il devait faire l'objet d'une communication ce mercredi, en Conseil des ministres.

Lundi 4 juin, les contours du texte restaient encore flous. Le décret, qui concrétisera une promesse de campagne de François Hollande, doit permettre aux personnes ayant commencé à travailler à 18 ou 19 ans de partir à la retraite à taux plein à 60 ans, dès lors qu'ils ont cotisé 41 ans. Les modalités de ces départs ont largement fait débat. La délégation Force Ouvrière, reçue le 31 mai par Marisol Touraine, a réitéré sa revendication de prendre en compte dans le calcul non seulement les périodes cotisées, c'est-à-dire effectivement travaillées, mais aussi les périodes dites validées, qui correspondent à des phases de chômage, de congés de maternité ou de longue maladie. Cela afin que des personnes aux carrières fragilisées, déjà touchées par le report de l'âge légal de la retraite à taux plein de 65 à 67 ans, institué par la loi sur les retraites de 2010, ne soient pas à nouveau pénalisées.

«Nous recevons des centaines d'emails et de lettres de personnes qui se demandent si elles vont pouvoir bénéficier d'un départ à 60 ans, notamment de personnes proches de la retraite qui sont au chômage et de femmes ayant élevé deux enfants», indiquait Philippe Pihet, Secrétaire confédéral FO, le 31 mai. «Nous portons la revendication, nous avons bon espoir d'être entendus. Les politiques prendront leur responsabilité, ce sera à eux de gérer les désillusions le cas échéant.» Par ailleurs, les règles qui s'appliqueront aux salariés du secteur privé devront aussi concerner les fonctionnaires, estime FO.

Le dispositif sera financé par une hausse des cotisations retraite tant patronales que salariales de 0,1 point par an, soit un total de 1 point sur le quinquennat, d'ici à 2017. Si aucun chiffrage officiel de la mesure n'avait encore été annoncé en fin de semaine dernière, le coût serait toutefois inférieur aux 5 milliards d'euros en 2017 initialement annoncés. Notamment parce que le nombre de personnes concernées serait moindre que celui donné lors de premières estimations: le gouvernement a revu ses prévisions à la baisse, de 150.000 personnes par an à environ 100.000.

UN COÛT MOINDRE QUE PRÉVU

Il pourrait ainsi y avoir un peu plus de marges de manœuvre, notamment pour élargir le dispositif à des populations qui en étaient initialement exclues. Après la divulgation du projet de décret, les interlocuteurs sociaux devraient de nouveau être consultés. Si le décret ne concerne que le régime de retraite de base, autrement dit la Caisse nationale d'assurance-vieillesse (CNAV), les régimes de retraite complémentaire ARRCO et AGIRC, gérés paritairement par le patronat et les syndicats, devront suivre et décider d'un financement. Le MEDEF, opposé à un retour du départ à la retraite à 60 ans, a d'ores et déjà indiqué qu'il allait freiner des quatre fers. «Il va y avoir des périodes de tension, confirme Philippe Pihet (FO), qui est aussi vice-président de l'ARRCO. Nous ne serons plus dans la seule gestion paritaire mais dans la

négociation, qui implique un rapport de force.»

Activité syndicale du 05/06/2012



<http://fovinatier.free.fr/>